

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLATEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD.2026.02.R.23
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement OLATEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

la visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction relative à un porter à connaissance portant principalement sur la mise à jour de l'EDD et du projet d'augmentation du débit rejeté dans l'Arques en sortie de STEP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLATEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines. L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.1	Sans objet
2	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.2	Sans objet
3	Augmentation des rejets dans l'Arques - rejet STEP	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction d'un porter à connaissance (PAC) du 21/1/2026, incluant une mise à jour de l'étude de dangers (EDD) en lien avec les évolutions sur le site depuis 2020 et une étude d'acceptabilité relative à l'augmentation projetée des rejets aqueux dans l'Arques après traitement par la Step. Ce PAC est le produit de sortie de plusieurs réunions entre l'exploitant et l'inspection en 2025 en vue de la mise à jour de l'arrêté préfectoral cadre.

La visite a notamment permis d'examiner le scénario d'auto-échauffement des tourteaux modélisé dans la cadre de cette mise à jour et les mesures de maîtrise des risques associées. Si une actualisation des prescriptions doit être menée en lien avec cette mise à jour, les modifications ne remettent pas en cause les éléments techniques actuellement imposés et pris en compte dans l'EDD. En outre, il n'y a pas de nouveau scénario induit par ces modifications dont les effets létaux sortent du site.

En ce qui concerne les rejets des eaux dans l'Arques, le dossier transmis montre la compatibilité du

débit journalier et des nouvelles VLE proposées par l'exploitant avec les objectifs du SDAGE Seine-Normandie, en vigueur pour la période 2022-2027.

La visite a également permis de constater que les 6 silos bétons de stockage des graines ont été démantelés (travaux finalisés début 2026), les phénomènes dangereux associés aux silos n'existent donc plus.

Enfin la visite a traité des sujets POI et vérification des moyens en eau (poteaux incendie), des compléments sont attendus sur ces points.

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral cadre sera proposée d'ici fin 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.
Constats : Suite à plusieurs réunions de travail avec l'inspection en 2025, l'exploitant a transmis un porter à connaissance en date du 20/1/2026 portant en particulier sur : <ul style="list-style-type: none">- la réorganisation des stockages de produits chimiques, de pulpes et de tourteaux ;- l'augmentation du débit de rejet de la STEP. Ce porter à connaissance intègre également les évolutions ayant eu lieu depuis 2020 sur le site et en particulier l'implantation de l'installation de pré-nettoyage des graines (PAC pré-traitement du 28 juin 2024 traité dans le rapport de visite du 19 juillet 2024) et la démolition des 6 silos bétons (constaté lors de la visite). Une mise à jour de l'étude de danger (version 1 du 20/1/2026) est associée à ce PAC. La dernière étude de dangers avait été réalisée en janvier 2020 et avait été complétée par une notice de danger en juin 2024. Ce PAC intègre également une étude d'acceptabilité des rejets dans l'Arques en appui de la demande de modification des valeurs limites de rejets applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181- 46 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au Préfet qui peut demander une analyse critique

d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les études de dangers permettent une évaluation régulière et structurée de la sécurité en conditions normales de fonctionnement et en modes dégradés.

En outre, les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en oeuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a remis le 21/1/2026 une mise à jour de l'étude de dangers de son établissement. Les modifications par rapport à l'étude de dangers précédente sont relatives à :

- la démolition des 6 silos béton de stockage de graines (qui n'étaient déjà plus utilisés) et la suppression des phénomènes dangereux associés ;
- la prise en compte du phénomène incendie au niveau des bâtiments de stockage des tourteaux (magasins 3 et 4);
- l'intégration du scénario relatif à la formation d'un mélange explosif air / poussières dans la tour de pré-nettoyage des graines.

Le projet de modification des stockages des magasins consiste à :

- déplacer le stockage de matières premières en contenants plastiques (actuellement sur un rack simple) actuellement dans le magasin 2 vers le magasin 4, le long de la paroi Est du magasin. Le magasin 2 deviendra uniquement le magasin de la maintenance et aucune matière combustible ne sera stockée dans ce magasin 2 ;
- stocker la pulpe dans le magasin 3 et le tourteau dans le magasin 4 ou inversement (deux configurations sont envisagées), dans les box existants du magasin 3 ou dans des bennes dans le magasin 4.

Les quantités stockées de pulpe et de tourteau n'augmenteront pas par rapport à l'existant.

L'instruction de l'étude par l'inspection des installations classée a été réalisée selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR).

L'annexe confidentielle ci-jointe détaille l'analyse de ces documents et a permis de conclure :

- qu'une mise à jour des prescriptions, doit être menée afin de corriger quelques prescriptions, mais ne remet pas en cause les éléments techniques et les objectifs actuellement imposés et pris en compte dans l'étude de dangers. Des échanges sur la mise à jour de ces prescriptions ont déjà été engagés avec l'exploitant et pourront se poursuivre par la suite entre l'exploitant et l'inspection des installations classées mais ne remettent donc pas en cause l'instruction de l'étude de dangers ;
- que la situation de l'établissement ne conduit, ni à impacter par des effets létaux une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population, ni à rendre applicable une nouvelle mesure de maîtrise de l'urbanisation, au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007, relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;
- qu'aucun nouveau phénomène dangereux spécifique n'est à prendre en compte, il n'y a pas de nouveau scénario induit par ces modifications dont les effets létaux sortent du site.

Commentaire n° 1 : Il faut noter que dans le cas de l'incendie du stockage en silos plats de tourteaux gras et pulpe (dans les magasins 3 et 4), des effets irréversibles sont attendus en dehors des limites de propriété pour les deux scénarios projetés. Les flux thermiques des effets irréversibles (3

kW/m²) sortent des limites de propriété rue Georges Robbe sur 10 m maximum. Dans la configuration 2 étudiée, ces effets sortent également côté rue Bonne Nouvelle. L'étude conclut sur l'absence d'effets domino (8 kW/m²). L'évaluation de la gravité et de la probabilité du scénario le positionne en risque acceptable. Ce phénomène dangereux était déjà existant mais non modélisé dans la précédente Etude de Dangers (non considéré suite à l'analyse des risques préliminaires).

L'inspection prend donc acte des informations figurant dans l'étude de dangers.

Comme mentionné ci-dessus, dans une démarche proportionnée aux enjeux, l'instruction a été menée sur des enjeux identifiés ou par sondage ciblé et n'a donc pas vocation à être exhaustive/exhaustif. En conséquence, l'inspection pourra, le cas échéant, être amenée à vérifier et contrôler des éléments de l'étude de dangers, objet de ces constats, afin de vérifier que l'exploitant respecte ses obligations réglementaires.

Enfin, l'exploitant doit:

- mettre en place et entretenir l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers,
- mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées également dans l'étude de dangers ou son système de gestion de la sécurité.

Tout écart par rapport aux éléments contenus dans l'étude des dangers rappelés ci-dessus est susceptible d'entraîner des suites administratives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Augmentation des rejets dans l'Arques - rejet STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Modification des valeurs limites applicables

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans l'exutoire du rejet considéré défini au présent titre, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution. [...]

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière	Flux massique journalier (kg/j)
MES	1305	mg/l	35	59,5
DBO5	1313	mg/l	25	42,5
DCO	1314	mg/l	125	212,5
Azote NGL	1551	mg/l	10	17

Phosphore	1350	mg/l	2	3,4
-----------	------	------	---	-----

Constats :

Actuellement, la station d'épuration du site est autorisée à rejeter dans le cours d'eau de l'Arques : 100 m3/h d'eaux de refroidissement prélevées dans l'Arques (soit 2400 m3/jour) et 62 m3/h d'eaux résiduaires épurées soit 1500 m3/jour. Le débit d'eau rejetée autorisé est de 3900 m3/h. Afin d'être en cohérence avec les besoins de l'activité, OLATEIN souhaite augmenter le rejet des eaux résiduaires à 3000 m3/j au lieu de 1500 m3/j actuellement.

Au total le rejet serait ainsi constitué : du rejet des eaux de refroidissement prélevées dans l'Arques (2160 m3/jour, pas de modification) et du rejet des eaux résiduaires épurées (3000 m3/jour), soit un total de 5160 m3/h.

Pour justifier cette demande une étude d'acceptabilité des rejets de la station d'épuration par l'Arques a été réalisée (rapport du 21/1/2026). Cette étude présente l'environnement et le milieu récepteur et précise les règles et données prises en compte pour le calcul d'acceptabilité. Le rapport conclut sur la compatibilité du rejet avec les objectifs de qualité de l'eau de l'Arques.

Les valeurs limites d'émission (VLE) proposées par l'exploitant sont les suivantes (pas de modification de VLE en concentration) :

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière	Flux massique journalier (kg/j)
MES	1305	mg/l	35	105
DBO5	1313	mg/l	25	75
DCO	1314	mg/l	125	375
Azote NGL	1551	mg/l	10	30
Phosphore	1350	mg/l	2	6

Commentaire n°2 :

Le dossier transmis montre la compatibilité du débit journalier et des VLE proposées avec les objectifs du SDAGE Seine-Normandie, en vigueur pour la période 2022-2027. L'application de la doctrine régionale, qui considère une qualité en amont du rejet à 50% de la classe de Bon État et applique un facteur de sécurité DAP (Dégrèvement Autres Pressions) limité à 10% du restant de la 1/2 classe restante du Bon État pour 8 m3/s (30% à 5 m3/s)), confirme les conclusions de l'étude. Une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral prendra en compte ces modifications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études des dangers. [...]
Constats : Le POI est toujours en cours de refonte, l'exploitant s'est engagé à le mettre à jour en cohérence avec la mise à jour de l'étude de dangers. <u>Demande n°1</u> : l'exploitant transmettra à l'inspection son POI mis à jour <u>pour le 31 mai 2026</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel est alimenté par l'eau de ville. Ce réseau comprend au moins : - plusieurs prises d'eau (au moins cinq poteaux) munies de raccords normalisés (100 mm) et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours assurant un débit cumulé sur 4 poteaux en simultanés de 300 m³/hsous une pression dynamique de 1 bar. Ces poteaux sont situés à moins de 100 m de l'une des entrées principales des locaux par des chemins praticables. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau et du débit cumulé sur 4 poteaux est testé avant la mise en service de l'unité protéines et a minima tous les 3 ans ; [...]
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater le bon état et l'accessibilité des 5 poteaux incendie présents sur le site. L'exploitant a présenté les derniers rapport de contrôle des poteaux incendie : - un rapport du 14/01/2022 confirmant le fonctionnement de 4 des 5 poteaux (un poteau en mauvais fonctionnement, ne délivrant pas d'eau); - un rapport du 14/02/2022 confirmant la réparation du poteau défectueux;

- un rapport du 16/3/2022 indiquant "Débit à 1 bar cumulé (ouverture des N° P3, N°P5, N°P6, et N°P7) 372 m3 Débit à gueule bée (ouverture des N° P3, N°P5, N°P6, et N°P7) 438 m3".

Commentaire n°3 : l'arrêté prévoit une périodicité de 3 ans pour le contrôle des poteaux incendie, cette dernière a donc été dépassée.

Demande n°2 : l'exploitant fera réaliser le contrôle des poteaux incendie et transmettra **pour le 31 mars 2026** le rapport de contrôle des poteaux incendie, incluant le test de 4 poteaux en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois